

LES MEDIAS TRAVAILLENT-ILS A LA CONSTITUTION D'UNE SOCIETE SOLIDAIRE ?

On pourrait, pour répondre à une telle question, faire appel aux études d'opinion, aux recherches universitaires, aux travaux de spécialistes, politologues et sociologues. Ce ne sera pas mon propos tant s'impose aujourd'hui l'urgente nécessité d'en revenir aux fondamentaux de la culture médiatique ballottée, pour ne pas dire brocardée, selon les continents, au gré des intérêts financiers ou politiques des Etats et des grands groupes de communication. En témoignent les rapports annuels sans cesse plus alarmants de "Reporters sans frontières" ou bien encore de l'"Appel de Lyon" de la Fédération mondiale des télévisions catholiques s'inquiétant de la montée en puissance d'une culture médiatique de la violence. Ce rappel des fondamentaux me conduira d'abord à montrer que les médias, quels qu'ils soient, n'ont pas le choix, ensuite à me demander s'ils assurent ou non leur mission, quelles en sont les raisons et comment y faire face.

1. Les médias n'ont pas le choix

Faut-il le redire ? Dans le mot lui-même de *médias*, il y a bien sûr, l'idée de "*médiateur*" ou bien encore celle de "*médiation*". Autrement dit, en se faisant, par l'information qu'ils apportent, les intermédiaires, les médiateurs entre la vie de la cité et chaque citoyen, les médias font leur job. Ils apportent leur petite pierre à la construction des solidarités. Mais, au risque de vous surprendre, il faut aller plus loin, beaucoup plus loin. Etre des "*médiateurs*" par le biais de l'information et, plus largement, de la communication culturelle, n'est pas seulement leur job. C'est leur mission. C'est leur devoir.

Leur mission, qu'est-ce à dire ? Tout simplement que les journalistes, et plus globalement les médias, sont tenus au respect d'une charte éthique, elle-même fondée sur la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Or que dit cette Charte de l'UNESCO ? Que les journalistes ont le devoir de fournir à tout homme et à toute femme les informations précises, rigoureuses, vérifiées qui permettront à chacune et à chacun d'éclairer et de former son jugement de citoyen et, par là-même, d'œuvrer à la construction de la démocratie, entendez du vivre ensemble de la société. Autrement dit, l'information n'est pas, en premier lieu, une marchandise, fruit d'une production ordinaire, ni un moyen de propagande quelconque, mais un bien social et culturel au profit de la personne et de la société. La conséquence en est la responsabilité sociale du journaliste qui, continue la Charte, « *exige de sa part un haut niveau d'intégrité et une contribution au dialogue pour favoriser la paix, la justice, la détente et des relations internationales amicales.* » On ne peut être plus clair.

2. Les médias assurent-ils leur mission ?

Oui et non, bien sûr. Oui quand ils apportent aux lecteurs, aux auditeurs, aux téléspectateurs des informations non seulement honnêtes et justes mais aussi hiérarchisées, contextualisées, vérifiées, sans censure et sans frontières d'aucune sorte. Oui encore quand ils ouvrent à d'autres mondes, à d'autres cultures, d'autres modes de vie, d'autres religions, d'autres traditions. Oui, enfin, quand ils font vivre le pluralisme et quand ils donnent la parole à tous, y compris aux plus pauvres.

Non, quand ils privent les mêmes de toute pédagogie, de tout contexte historique, géographique, philosophique et du temps nécessaire à la compréhension d'une réalité toujours plus complexe que ce à quoi on la réduit par facilité ou par dédain. Non surtout, quand l'information cède à la triple dictature de l'immédiateté et donc de la vitesse, de l'émotivité et donc de l'irrationalité, du voyeurisme et donc du narcissisme qu'il provoque en retour.

3. Quel jugement porter sur la culture médiatique ?

Un jugement plutôt inquiet. Il faut bien comprendre, en effet, que l'évolution de la culture médiatique n'est pas sans rapport avec celle de nos sociétés. Bien plus, la culture médiatique est le reflet en même temps que le moteur des mutations d'un monde en plein bouleversement dans lequel la communication joue un rôle primordial. Or, chacun le mesure aisément, ces mutations conduisent aujourd'hui les sociétés et ceux qui les composent vers des replis identitaires, qu'ils soient nationaux, ethniques, culturels ou religieux. Autrement dit à l'opposé du vivre ensemble que nous cherchons à construire. Au lieu de les ouvrir à l'altérité, les médias ont trop tendance à tenir nos contemporains captifs dans les filets de l'émotivité, de l'immédiateté et de la distraction pascalienne alors qu'ils sont, par nature, de formidables outils d'ouverture aux autres, d'éducation à l'universel, de formation permanente des intelligences et des cœurs.

4. Les choses peuvent-elles évoluer ?

Sans doute, mais à une condition majeure. Aujourd'hui, le citoyen disparaît sous l'habit du téléspectateur ou de l'internaute. Demain, si nous voulons progresser vers une société solidaire, il est indispensable que le citoyen retrouve son costume d'acteur de la cité et qu'il obtienne de mettre la culture médiatique à son service. Rude tâche quand on sait à quel point trop d'hommes politiques sont accros au système existant, mais tâche indispensable. S'il est vrai, comme je le crains, que la culture médiatique en enfermant l'individu dans son petit univers sape les bases d'une société solidaire, il y a urgence à prendre conscience du défi à relever pour inverser la tendance. Un espoir malgré tout : dans plusieurs pays d'Europe, en Italie et en France notamment, les journalistes ont entamé un vaste travail de réflexion précisément sur leur mission citoyenne. En publiant une "Charte qualité de l'information" qui fait référence, je cite, aux « valeurs fondamentales de la vie démocratique », ils viennent de faire un pas dans la bonne direction. A nous de jouer maintenant.

Jean-Claude PETIT

Président de Chrétiens de la Méditerranée

Intervention à l'université Saint Joseph de Beyrouth,
dans le cadre de "*Mosaïques 2010*"